

GHT



Groupement
Hospitalier de Territoire
Centre Franche-Comté

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

N°

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**MAINTENANCE des PRODUCTIONS et des INSTALLATIONS DE FROID à
EAU GLACEE- CHAMBRES FROIDES et SYSTEMES à DETENTE
DIRECTE**

CH LOUIS PASTEUR - DOLE

MARCHE PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5

Etablissement support :

CHU de Besançon
DPIMS - Département Travaux
3 Boulevard Fleming
25030 Besançon Cedex
Tél : 03 81 21 80 77
Email : ntp@chu-besancon.fr

Etablissement partie :

CH Louis Pasteur
DMODD-Services techniques
Avenue Léon Jouhaux-CS 20079
39100 DOLE CEDEX
Tél : 03 84 79 80 24
Email : travaux.secretariat@ch-dole.fr

SOMMAIRE

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales	3
1-1- Objet du marché – lieu d'exécution des travaux	3
1-2- Décomposition en tranches et en lots	3
1-3- Ordre de service	3
1-4- Procédure de passation du marché	3
1-5- Sous-traitance	3
1-5-1- Désignation des sous-traitants en cours de marché	3
1-6- Dispositions générales : travail dissimulé	4
1-7- Présentation des documents à fournir après exécution.....	4
Article 2 : Pièces constitutives du marché.....	4
Article 3 : Prix	5
3-1- Caractéristiques des prix	5
3-2- Variation dans les prix.....	5
Article 4 : Modalités de règlement des comptes.....	5
4-1- Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
4-2- Présentation des demandes de paiements	5
4-3- Délai global de paiement.....	6
4-4- Avance.....	6
4-5- Paiement des sous-traitants	6
Article 5 : Délai d'exécution - Pénalités.....	7
5-1- Délai d'exécution des prestations.....	7
5-2- Pénalités	7
5-2-1- Pénalités pour retard	7
5-2-2- Pénalités pour remise tardive des documents fournis après exécution	7
Article 6 : Contrôles et réception des prestations	7
6-1- Réception.....	7
6-2- Assurances.....	7
Article 7 : Force majeure	8
Article 8 : Confidentialité.....	8
Article 9 : Dérogation aux documents généraux	8

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales

1-1- Objet du marché – lieu d'exécution des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux ou les ouvrages suivants :

- **Maintenance des productions directes de froid par des groupes et les installations en eau glacée associées**
- **Maintenance des équipements de froid à détente directe**
- **Maintenance des équipements de productions et des locaux de la cuisine (chambres froides, congélations, évaporateurs,...)**

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : **CH Louis Pasteur - DOLE**

1-2- Décomposition en tranches et en lots

Il est prévu la décomposition en lots suivants :

- lot n°1 : productions de froid - installations associées à eau glacée
- lot n°2 : production de froid de cuisine, chambres froides, congélations, évaporateurs,...et équipements à détente directe

1-3- Ordre de service

La notification du marché vaudra ordre de service de démarrage. Le marché prendra effet le 01/01/2022.

1-4- Procédure de passation du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de maintenance.

1-5- Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté explicitement et agréé les conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G Fournitures et Services

1-5-1- Désignation des sous-traitants en cours de marché

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, modifiée par la loi MURCEF du 11 décembre 2001, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie du marché public conclu avec le maître d'ouvrage dans les conditions des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

En cours d'exécution du marché, l'entrepreneur principal peut faire appel à de nouveaux sous-traitants à condition de les avoir déclarés préalablement au maître d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles 3.6.1.1 à 3.1.6.3 du CCAG.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Dans tous les cas, la déclaration d'acte spécial sera impérativement établie suivant le document annexé à l'acte d'engagement prévu à cet effet et doit préciser tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1.1 du CCAG - FCS.

Lorsqu'un sous-traitant direct du titulaire du marché doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, modifiée par la loi MURCEF du 11 décembre 2001.

Si le titulaire transgresse ces obligations, il s'expose à l'application des mesures coercitives prévues dans le présent CCAP.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

L'acceptation de chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage est assujettie à la fourniture des renseignements exigés par les articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les éléments à transmettre par le titulaire figurent en annexe 1 du présent CCAP.

1-6- Dispositions générales : travail dissimulé

En application des dispositions de l'article L. 8222-1 du Code du Travail, le titulaire du marché communiquera au maître d'ouvrage tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur certifiant que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 8222-12 et D 8222-5 ou D 8222-7

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance, le titulaire du présent marché aura l'obligation de demander les mêmes documents à chacun de ses sous-traitants.

1-7- Présentation des documents à fournir après exécution

Le prestataire doit remettre au maître d'ouvrage à la fin de l'exécution des prestations le dossier des ouvrages exécutés (DOE). Il sera remis en 2 exemplaires papier et sous format électronique (pdf).

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) par lot,
- Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) (et ses annexes éventuelles),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)

- Annexe 3.1 – DPGF lot 1
- Annexe 3.2 – DPGF lot 2

b) Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et services
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Article 3 : Prix

3-1- Caractéristiques des prix

Les prestations objet du présent marché seront réglées des prix unitaires mentionnés dans le bordereau de prix

3-2- Variation dans les prix

Les prix sont révisables

Article 4 : Modalités de règlement des comptes

4-1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.- Fournitures et services

Le paiement est effectué sur présentation de factures établies et devra correspondre aux prestations réellement effectuées.

4-2- Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**CH Louis Pasteur
DMODD – Services techniques
Avenue Léon Jouhaux – CS 20079
39108 DOLE CEDEX**

Pour la facturation électronique : Identifiants Chorus

Etablissement	Siret	Code service	Libellé service
CH DOLE	263 900 045 000 18	TEK	Services techniques

4-3- Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 50 jours.

4-4- Avance

Les règles prévues dans le code de la commande publique seront appliquées.

4-5- Paiement des sous-traitants

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire indique sur le projet de décompte à l'emplacement "attestation de paiement direct" la ou les somme(s) à prélever sur celle qui lui sont dues (ou qui sont dues à un cotraitant) pour la partie de la prestation exécutée, et que le pouvoir adjudicateur devra faire régler à ce sous-traitant (base et révision TTC).

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues pour les sous-traitants.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché, ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

En cas de titulaire unique

Le titulaire est seul habilité à présenter les demandes d'acomptes et les projets de décompte, et à accepter les décomptes, pour lui-même ou ses sous-traitants payés directement, seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les mandatements sont effectués sur la base des pièces justificatives acceptées par le titulaire, conformément aux stipulations du présent article, et transmises par lui au pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement

Le mandataire est seul habilité à présenter les demandes d'acomptes et les projets de décompte, et à accepter les décomptes, pour lui-même, les cotraitants ou les sous-traitants payés directement. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Les mandatements au profit des sous-traitants sont effectués sur la base des pièces justificatives acceptées par le mandataire, conformément aux stipulations du présent article, et transmises par lui au pouvoir adjudicateur.

Dès réception de ces pièces, le pouvoir adjudicateur avise directement le sous-traitant de la date de cette réception et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours comptés à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour les revêtir de son acceptation ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé de le faire. Passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation.

Dans le cas où le titulaire n'a, dans le délai de quinze jours suivant la réception de ces pièces, ni opposé un refus motivé, ni transmis la demande d'acompte ou le projet de décompte correspondant au pouvoir adjudicateur, le sous-traitant envoie directement une copie de ces pièces au pouvoir adjudicateur. Il y est joint une copie de l'avis de réception de l'envoi au titulaire de ces pièces justificatives.

Le pouvoir adjudicateur met aussitôt en demeure le titulaire de lui faire la preuve, dans un délai de quinze jours, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant. Dès qu'il a connaissance de la réception de cette mise en demeure, le pouvoir adjudicateur en informe le sous-traitant.

A l'expiration de ce délai, et au cas où le titulaire n'est pas en mesure d'apporter cette preuve, le pouvoir adjudicateur dispose des délais prévus au présent CCAP pour payer les sommes au sous-traitant.

Le montant de ces sommes ne peut excéder le montant des sommes restant dues au titulaire.

Les sommes réclamées par le sous-traitant dans les conditions fixées par les articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et qui sont retenues sur celles qui restent à payer au titulaire ne portent pas intérêt.

Article 5 : Délai d'exécution - Pénalités

5-1- Délai d'exécution des prestations

Le début de la prestation de maintenance est fixé au 01/01/2022. Le marché sera d'une durée d'un an reconductible au maximum 3 fois.

5-2- Pénalités

Les dispositions suivantes sont appliquées :

5-2-1- Pénalités pour retard

En cas de non-respect des délais d'intervention fixés, une pénalité hors TVA non révisable d'un montant de 100 € par jour ouvré de retard constaté sera appliquée.

5-2-2- Pénalités pour remise tardive des documents fournis après exécution

Les PV d'intervention et/ou DOE devront être remis dans les 10 jours qui suivront l'achèvement des prestations. En cas de retard de remise de ces documents, une pénalité de 50€ par jour ouvré de retard constaté sera appliquée.

Article 6 : Contrôles et réception des prestations

6-1- Réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du CCAG, le paiement de la facture vaudra réception.

6-2- Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le prestataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution,
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

Article 7 : Force majeure

Si une partie (la « partie affectée ») est empêchée ou retardée dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations aux termes du présent contrat (autre qu'une obligation de paiement) par un cas de force majeure ou fortuit, communément accepté par la jurisprudence, les obligations de la partie affectée seront suspendues tant que le cas de force majeure durera et dans la limite où elle sera empêchée ou retardée.

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure, la partie affectée informera l'autre partie par écrit des raisons l'empêchant de s'acquitter de ses obligations et des mesures qu'il entend adopter afin de pallier dans la mesure du possible cette force majeure et d'en limiter les effets.

La partie affectée informera l'autre partie de la cessation de la force majeure et reprendra l'exécution de ses obligations aux termes des présentes.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois à compter du jour où le cas de force majeure est apparu et notifié, l'autre partie pourra résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit d'au moins quinze (15) jours ouvrés à l'autre partie et ce sans aucune indemnité.

Article 8 : Confidentialité

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent Marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage.

La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Article 9 : Dérogation aux documents généraux

Les dérogations apportées aux documents et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP :

- Sans objet

Dressé par l'ingénieur technique

ANNEXE 1

FICHE D'AGREMENT

SOUS TRAITANT

ELEMENTS A TRANSMETTRE **AGREMENT SOUS-TRAITANT**

MARCHE : TITULAIRE :

SOUS-TRAITANT : MONTANT : HT

ELEMENTS JUSTIFICATIFS	Fournis OUI / NON
· la présente fiche de transmission	
· L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) mentionnant : a) la nature des prestations sous-traitées ; b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ; d) des conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitant et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;	
· déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder au marché public (articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L.2141-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)	
· capacités professionnelles et financières du sous-traitant (formulaire DC2 ou équivalent)	
· déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé NOTI 1	
· attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger (formulaire NOTI 2)	
· attestation d'assurance de responsabilité professionnelle	
· attestation d'assurance de responsabilité décennale	
· en cours d'exécution du marché, attestation du titulaire du marché que la cession ou le nantissement de créances consentis sur ce marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant	
· sous-traitant de 1 ^{er} rang en paiement direct : RIB · sous-traitant de rang supérieur à un ne bénéficiant pas du paiement direct : caution bancaire ou délégation de paiement	